

CONSTRUCTION

Le développement de la zone VKP et les grands chantiers tirent encore l'activité

Le BTP est assez bien orienté en 2010, soutenu par le dynamisme de l'économie calédonienne, malgré le léger repli des constructions des bâtiments et le renchérissement du coût de la construction.

E

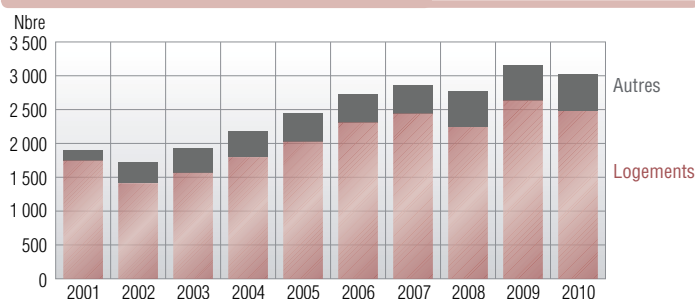
n 2010, 3 000 locaux ont fait l'objet d'une **attestation de conformité** du Comité Territorial des Usagers de l'Electricité (COTSUEL), soit 150 de moins par rapport à 2009. 80% des attestations ont concerné des logements (deux tiers d'appartements et un tiers de maisons individuelles), en légère baisse sur un an. Les autres constructions achevées (locaux commerciaux, industries...) sont relativement stables sur un an. Même si la province Sud concentre 90% des attestations visées en 2010, principalement pour le Grand Nouméa, le développement économique de la zone VKP soutient la construction en province Nord : 270 attestations y ont été délivrées cette année, dont 110 à Koné et 50 à Koumac.

Légère baisse du nombre de logements nouveaux

Les grands projets soutiennent la production locale de ciment, l'emploi salarié et la création d'entreprises

Les ventes de **ciment** progressent fortement sur un an. 161 000 tonnes de ciment ont été vendues localement, contre 140 000 tonnes en 2009. Une telle augmentation n'a pas été vue depuis vingt ans et intervient après trois années de relative stabilité due à la fin du chantier de l'usine du Sud. La consommation de ciment a été presque entièrement couverte par la production locale (en hausse de 15% sur un an) ; seules 800 ton-

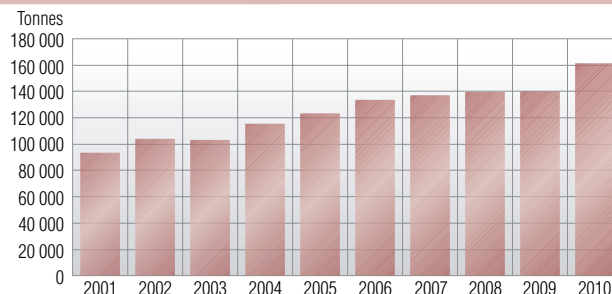
Évolution des constructions de bâtiments*



* Il s'agit du nombre d'attestations de conformité électrique visées par le Comité Territorial pour la Sécurité des Usagers de l'Electricité. Le COTSUEL est missionné pour les provinces Nord et Sud, hors zones non soumises à permis de construire (réserves foncières).

Source : COTSUEL

Évolution des ventes de ciment (ciment local et importé)



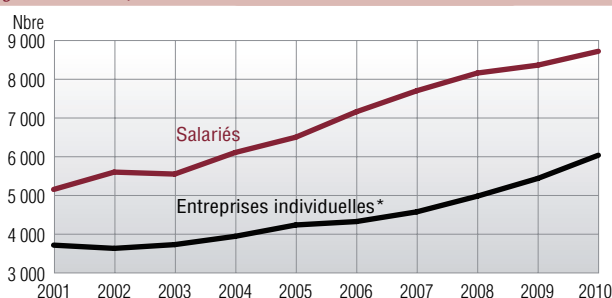
Sources : Holcim, Direction Régionale des Douanes

nes de ciment ont été importées en 2010, soit 1 000 tonnes de moins sur un an.

Le secteur de la construction emploie, en moyenne en 2010, 8 700

salariés, soit 360 salariés supplémentaires sur un an. Après avoir ralenti en 2009, l'emploi dans la construction renoue avec un certain dynamisme, qui reste toutefois un peu moins soutenu que celui des années 2004 à 2008 (+500 salariés en moyenne). Les travaux de terrassement de l'usine du Nord avaient, en 2009, fortement contribué à la hausse de l'emploi salarié. Ces chantiers préparatoires sont maintenant terminés et laissent la place à la construction de l'usine. En 2010, les deux tiers des salariés supplémentaires sont concentrés dans trois secteurs : la construction d'ouvrages d'art, de bâtiments divers et les travaux d'installation électrique. La démobilité de nombreux travailleurs

Évolution de l'emploi dans le secteur de la construction (moyenne annuelle)



* de statut juridique "personnes physiques"

Sources : ISEE, CAFAT

incitent certaines structures, comme la CCI et les provinces à les accompagner dans leur reclassement ou leur création d'entreprise.

Au 31 décembre 2010, 6 000 entreprises individuelles (de statut juridique "personnes physiques") sont répertoriées au RIDET dans le secteur de la construction (5 500 un an avant). Une entreprise sur deux a pour activité la maçonnerie générale, la peinture et l'installation électrique. Les trois quarts des entreprises ont leur siège social en province Sud, Nouméa en concentre 40%. 14% des entreprises nouvelles sont situées en province Nord, et plus particulièrement à Koné et Koumac.

390 milliards d'encours de crédits

Le montant total de l'encours des crédits à l'habitat et à la construction pour l'année 2010 s'affiche à 390 milliards de F.CFP contre 353 milliards en 2009. Sa progression ralentit légèrement sur un an (+38 milliards contre +45 milliards en 2009). Les ménages concentrent les trois quarts de cet endettement supplémentaire. Ils investissent davantage dans l'immobilier, avec une hausse des encours de 11% en 2010, contre 8% en 2009, sous l'impulsion de la baisse des taux des prêts immobiliers. La mise en place du prêt à taux zéro devrait accentuer cette tendance en 2011. Pour les entreprises, l'encours de crédit immobilier progresse mais beaucoup plus lentement qu'en

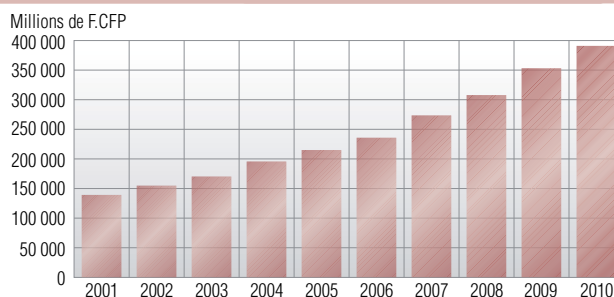
Emploi salarié dans la construction (moyenne annuelle)

Nomenclature des activités française (NAF)	2009	2010	Variation
Préparation de sites	2 161	2 219	2,7
Construction d'ouvrages de bâtiment ou de génie civil	4 426	4 580	3,5
Travaux d'installation	802	925	15,3
Travaux de finition	968	987	1,9
Location avec un opérateur de matériel de construction	19	25	27,9
Total	8 377	8 735	4,3

Sources : ISEE, CAFAT

Unités : nbre, %

Évolution des encours de crédits* à l'habitat et à la construction (au 31 décembre)



*Octroyés par les établissements de crédits situés dans et hors de la zone d'émission de l'IEOM.

Source : IEOM

2009 (+10%, contre +39% en 2009).

L'index de prix BT21 "tous travaux confondus" augmente fortement sur un an après avoir baissé en 2009. La hausse de 4% résulte du renchérissement des cours des matières premières, particulièrement du carburant, et de la revalorisation des bas salaires du bâtiment et des travaux publics.

Malgré le renchérissement des coûts de la construction, le secteur

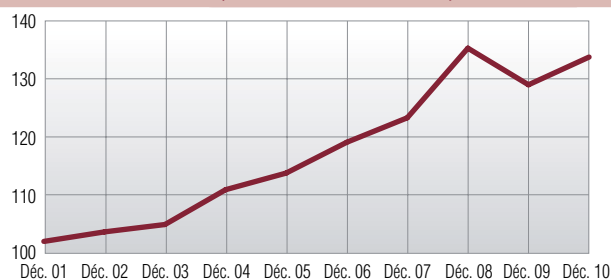
du BTP est soutenu par les grands projets de développement de la Nouvelle-Calédonie :

- la SIC a livré 500 nouveaux logements en 2010, soit 170 de plus qu'en 2009 ; le logement social est de nouveau une des priorités des contrats de développement 2011-2015,
- l'usine du Nord est en cours de construction ; elle devrait entrer en production en 2012,
- les jeux du Pacifique de 2011 nécessitent de nombreuses infrastructures,
- les premiers travaux de terrassement du Médipôle ont commencé,
- et l'aéroport de La Tontouta est en cours d'extension.

Pour 2011, les incertitudes liées à la réforme de la défiscalisation métropolitaine sont en partie levées. Fin 2010, certains amendements favorables sur la loi de défiscalisation ont été votés, ainsi que l'aménagement de la loi Scellier pour le Pacifique.

4% de hausse du BT21

Évolution de l'index BT21 (base 100 en décembre 2000)



Source : ISEE